

## Afrique du Sud/Au lendemain d'un revers électoral historique L'ANC de Zuma face à une situation inédite

AFP  
Johannesburg/Afrique du Sud

**Port Elizabeth est perdu. D'autres villes pourraient suivre. Du coup pourrait se poser la question de l'avenir du président à la tête de l'Etat.**

**HISTORIQUEMENT** bas au niveau national, battu à Port Elizabeth et en ballottage dans la capitale Pretoria, l'ANC au pouvoir en Afrique du Sud a subi de lourds revers lors de ces élections municipales, l'obligeant à une remise en cause inédite.

Si le Congrès National Africain (ANC) reste le premier parti d'Afrique du Sud au niveau national, il enregistre un fort recul dans les urnes avec 54,4% des voix, en baisse de 7 points par rapport à 2011, sur la quasi totalité des bulletins dépouillés.

C'est la première fois depuis la fin de la dictature raciste de l'apartheid en 1994 et l'avènement de la démocratie en Afrique du Sud que le parti de Nelson Mandela enregistre un score inférieur à 58% sur l'ensemble du pays. "C'est un déclin dramatique, dans des proportions jamais vues auparavant", note l'analyste politique Somadoda Fikeni, interrogé par l'AFP.

A Nelson Mandela Bay, la métropole qui englobe la ville industrielle de Port Elizabeth (sud-est), l'ANC est battue de plus de six points par l'Alliance Démocratique (DA) (46,7% contre 40%), après le dépouillement de tous les bulletins.

Cette défaite dans la sixième ville du pays, un bastion historique de la lutte anti-apartheid, est un sérieux camouflet pour l'ANC. Et elle pourrait être suivie par d'autres échecs tout aussi symboliques à Johannesburg et à Tshwane, la métropole qui englobe la capitale Pretoria.

Un cinquième des bulletins doivent encore être dépouillés dans ces villes mais l'ANC, au coude à coude avec la DA dans les deux métropoles, devrait perdre sa majorité absolue dans ces deux municipalités.

"Clairement, nos électeurs nous ont envoyé des messages un peu partout et nous allons devoir les écouter avec attention", a reconnu hier le vice-président de l'ANC et de l'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, assurant que le parti allait mener son "introspection".

"Les gens pensent que nous sommes arrogants, que nous sommes auto-centrés mais je veux contredire cela. Nous sommes une organisa-



Photo : AFP

**Le président Jacob Zuma pourrait faire les frais du revers historique essuyé par l'ANC lors des municipales de mercredi.**

tion qui écoute son peuple", a-t-il poursuivi.

**COALITIONS CONTRE L'ANC** • L'ANC souffre notamment de la percée de l'EFF, un parti de gauche radicale qui participe à ses premières municipales. Avec près de 8% des suffrages au niveau national, la formation du populiste Julius Malema, un exclu de l'ANC, grignote dans l'électorat déçu par les promesses non tenues du parti au pouvoir.

Du côté de la DA, qui conserve également la métropole du Cap avec une écrasante majorité (plus de 66%), ces bons résultats dans les grandes villes cachent une progression finalement modeste au niveau national (+2 points par rapport à 2011, à 26%).

Pour le leader du parti, Mmusi Maimane, ces succès montrent que "le processus démocratique fonctionne". "Nous devons maintenant travailler dur pour former une majorité avec des gens qui comprennent nos valeurs", poursuit-il.

Car à Nelson Mandela Bay, avec 57 sièges sur 120, la DA devra former une coalition avec des petites formations pour obtenir une majorité absolue. Des alliances seront aussi nécessaires à Johannesburg et Tshwane où aucun parti ne devrait avoir de majorité absolue. Et avec son score au-dessus de 10% dans ces deux villes, l'EFF devrait jouer le rôle de faiseur de roi.

"Nous allons attendre que les partis qui sont intéressés nous approchent et ensuite

nous discuterons", a lancé Julius Malema, hier précisant que son parti ne participerait "à aucune coalition formelle avec l'ANC".

Des alliances contre nature avec les libéraux de la DA ne sont donc pas à exclure pour mettre en minorité l'ANC dans les grandes villes disputées.

Avec de tels résultats, la question de l'avenir au sommet de l'Etat du président Jacob Zuma – dont le deuxième et dernier mandat s'achève en 2019 – va se poser pour l'ANC alors qu'il est déjà fragilisé depuis des mois par des scandales et par un contexte économique difficile.

Contraint par la justice à rembourser d'ici mi-septembre 500 000 dollars (environ 310 millions de francs) d'argent public utilisés pour rénover sa résidence privée, il risque aussi la réouverture prochaine de poursuites pour corruption dans une affaire de contrat d'armement.

Sans croissance – 0% prévu par la banque centrale cette année – il a également du mal à tenir ses promesses de faire baisser un chômage record (26,7%) et de réduire les inégalités.

Les résultats définitifs doivent être communiqués par la commission électorale ce samedi en fin de journée.

## Turquie/Trois semaines après le putsch raté

### Le parti d'Erdogan étend la purge jusque dans ses rangs

AFP  
Istanbul/Turquie

**Une circulaire de l'AKP ordonne "l'urgence nettoyage de l'organisation du parti."**

**LE** parti au pouvoir en Turquie a étendu hier jusque dans ses propres rangs la purge des sympathisants du prédicateur en exil aux Etats-Unis Fethullah Gülen, qui a réagi vivement après le mandat d'arrêt émis à son encontre par Ankara. Les relations diplomatiques de la Turquie ne se sont pas améliorées, tandis que de vifs échanges avaient lieu avec Vienne et que Washington ne confirmait pas la visite de son secrétaire d'Etat John Kerry annoncée par Ankara.

Le parti de la Justice et du développement (AKP) a ordonné que ses rangs soient "nettoyés" des sympathisants de Gülen, accusé d'être derrière le coup d'Etat depuis son exil en Pennsylvanie, a annoncé l'agence progouvernementale Anatolie.

L'AKP va ainsi être également touché par la traque implacable menée depuis

le coup d'Etat raté du 15 juillet, qui s'est soldée par au moins 60 000 limogeages, arrestations et gardes à vue, surtout dans l'armée, la justice, la presse et l'éducation.

Signée par le numéro deux du parti, Hayati Yazici, une circulaire de l'AKP "ordonne l'urgence nettoyage de l'organisation du parti", afin d'en éliminer ceux qui sont liés au réseau de Gülen, accusé d'avoir noyauté les institutions et la société turques en créant un "Etat parallèle".

L'ex-imam a vivement réagi hier à l'annonce que la Turquie venait de lancer contre lui un mandat d'arrêt dans la perspective d'une demande officielle d'extradition auprès des Etats-Unis. "Le système judiciaire turc n'est pas indépendant, donc ce mandat d'arrêt est encore un exemple de la tendance du président Erdogan à l'autoritarisme et aux écarts vis-à-vis de la démocratie", a-t-il dit dans un communiqué.

M. Gülen a rappelé avoir "condamné à plusieurs reprises la tentative de coup d'Etat", et nié "toute implication".

La purge en cours, qui a



Photo : AFP

**Après s'être attaqué à l'armée et à divers secteurs comme la justice, les médias ou l'éducation, le parti du président Recep Tayyip Erdogan a décidé de faire le ménage dans ses propres rangs.**

provoqué de vives protestations à l'étranger, n'a encore touché que "le sommet de l'iceberg", a averti jeudi soir le président Erdogan. Hier, 12 des 14 journalistes du quotidien Zaman qui étaient en garde à vue ont été placés en détention préventive.

**"RACISME RADICAL"** • La Turquie et l'Autriche ont à nouveau eu des échanges fort peu diplomatiques, au lendemain d'une vive passe d'armes sur les négociations d'adhésion

turque à l'Union européenne, devenues "une fiction" selon Vienne.

"Le racisme est l'ennemi des droits de l'homme", a lancé le chef de la diplomatie Mevlut Cavusoglu à la télévision TGRT. "Le chancelier autrichien (Christian Kern) ferait mieux de regarder son propre pays. Aujourd'hui l'Autriche est la capitale du racisme radical".

Son homologue autrichien Sebastian Kurz a immédiatement réagi sur Twitter :

"J'appelle instamment le ministre des Affaires étrangères (turc) à faire preuve de retenue et rejette fermement ses critiques. La Turquie doit modérer (...) son langage et ses actes".

Le président Erdogan a reproché amèrement aux Occidentaux de ne pas l'avoir soutenu après le putsch raté et de ne pas être venus le voir.

C'est le secrétaire d'Etat américain John Kerry qui pourrait être le premier haut responsable occidental à se rendre en Turquie. Du moins à en croire Ankara. M. Kerry viendra le 24 août, a assuré M. Cavusoglu après que M. Erdogan a évoqué la date du 21, tandis qu'à Washington un porte-parole du Département d'Etat indiquait sèchement : "Nous n'avons pas de voyage à annoncer".

Cette visite, si elle a lieu, interviendra à un moment où les relations turco-américaines sont ébranlées par l'exigence turque d'une extradition de Gülen. Ankara l'a déjà réclamée maintes fois à Washington. Parfois avec virulence, comme le président Erdogan qui a accusé les Etats-Unis de "cacher" Gülen.

## L'Afrique en bref

• **Centrafrique/Politique. Le fils de l'ex-président Bozizé arrêté**

Le fils de l'ex-président centrafricain François Bozizé, Jean-François Bozizé, a été arrêté hier dans la capitale Bangui, a-t-on appris de sources sécuritaires, alors que la Centrafrique tente de se relever d'une guerre déclenchée à la suite du renversement de son père en 2013.

• **Egypte/Islamisme. Le chef de la branche de l'EI dans le Sinaï tué**

L'armée égyptienne a annoncé jeudi avoir tué le chef de la branche du groupe jihadiste Etat islamique (EI) dans la péninsule du Sinaï (est) qui mène des attaques visant essentiellement les forces de sécurité depuis plus de trois ans.

• **Tchad/Politique. Manifestations interdites**

Les autorités tchadiennes ont interdit jeudi les rassemblements de l'opposition prévus ce samedi et dimanche avant l'investiture lundi du président Idriss Deby Itno pour un cinquième mandat. L'opposition a annoncé maintenir, malgré tout, ses manifestations.

## A travers le monde

• **Etats-Unis/Présidentielle. Trump en accusation**



Photo : AFP

La mauvaise semaine de Donald Trump continue : très critiqué par les caciques républicains après ses attaques contre les parents d'un héros de guerre, un ancien patron de la CIA, Michael Morell, l'a accusé hier d'être un agent russe involontaire.

• **Pays-Bas/Attentat. Un jihadiste présumé remis à la France**

Un Français, jihadiste présumé et suspecté d'avoir projeté un attentat en France, a été remis jeudi par les Pays-Bas à la justice française, mis en examen et écroué, a-t-on appris hier de source judiciaire.

• **Portugal/Diplomatie. Succession de Ban Ki-moon: Antonio Guterres toujours en tête**

L'ancien Premier ministre portugais Antonio Guterres était toujours hier, à l'issue du deuxième tour de scrutin, en tête dans la course pour devenir le prochain secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon selon des diplomates.